Construire les conditions pour changer de système

Le 10-07-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE 2021

Compte tenu des lois liberticides de Macron, l'Université d'automne a été remplacée par des vidéo-conférences avec la plupart des séances prévues ci-dessous. Les vidéos sont disponibles dans la rubrique Université d'automne 2021.

Construire les conditions pour changer de système

S'armer d'arguments pour expliquer la nécessaire reconquête de l'indépendance de la France et de la souveraineté du peuple : tel est l'objectif de cette université d'automne impossible d'organiser en "présentiel" afin de ne pas soumettre les participants à un passe-sanitaire. Mais les conférences auront lieu par vidéo-conférences.

Incontournable en cette période où l'abstention de nos concitoyens, près de 70%, aux élections régionales et départementales, a indiqué combien est forte la défiance envers le régime en place : le gouvernement et, plus profondément, les institutions de notre pays.
Le NON des Français au TCE en 2005 fut trahi par les parlementaires qui adoptèrent le Traité de Lisbonne en 2008. Ce véritable coup d'Etat institutionnel et politique a marqué les consciences et créé une rupture entre le peuple et les élites autoproclamées. La décomposition des partis politiques depuis lors ne cesse de démontrer combien les anciens repères, gauche/droite, sont devenus obsolètes. Les gouvernements, de droite et de gauche ou d'extrême centre, qui se sont succédé, ont conduit les mêmes politiques, pour les mêmes effets politiques et sociaux : la paupérisation des services publics, le chômage galopant, la réduction des droits du travail et de la protection sociale, le gel des salaires tant dans le public que dans le privé. Et, désormais, l'autoritarisme et la menace sécuritaire sous toutes ses formes.
Mais attention ! La gestion de la « crise » générée par le Covid a rendu extraordinairement visible la réalité de la mondialisation néolibérale et les conséquences concrètes qu'elle engendre. La destruction de l'industrie française, sacrifiée à la concurrence au nom des règles de l'Union européenne, a montré combien ses conséquences sont néfastes pour le quotidien de la population. La « crise » de l'hôpital public, qui subit les fermetures de lits et la réduction de personnel depuis des années, a claqué au visage de tous les Français, tout comme la pénurie de masques, d'industrie du médicament et du matériel de soin. Ce qui était caché par les grands médias et dénié par de nombreux citoyens et, souvent, par nombre de partis politiques baignant dans l'idéologie de la « mondialisation heureuse », est désormais au premier plan du paysage de notre pays et dans les têtes d'une majorité de citoyens.
Mais pourquoi de telles politiques ? Pourquoi de telles régressions ? Pourquoi un tel acharnement à faire péricliter la France ? Pourquoi un tel sacrifice des grandes valeurs humanistes françaises héritées de la Révolution française et du programme du Conseil national de la Résistance ?
Les conséquences sont là, il faut maintenant en montrer les causes profondes et le chemin qui a conduit à la situation déplorable dans laquelle le néolibéralisme a plongé notre société.
Mais il faut aussi aller plus loin en mettant en lumière la sortie progressive (et organisée par l'oligarchie) de la démocratie au prix d'une vassalisation de la France et de la perte de la souveraineté du peuple.
D'autant que l'irruption des Gilets jaunes fin 2018 - rassemblant des centaines de milliers de citoyens et un soutien très majoritaire de la population - a mis en difficulté le gouvernement de

Macron et, plus profondément, attaqué de front le système même qui le sous-tend.
C'est bien de tout cela dont nous discuterons lors l'Université d'automne du Pardem. Pas par goût intellectuel du débat mais par volonté de poser des jalons solides pour sortir de la nasse dans laquelle sont pris tous ceux qui paient le prix fort dans toutes les dimensions de leur vie, toutes générations incluses.
Alors, bien sûr, nous n'ignorerons rien des échéances électorales de 2022 : présidentielle et législatives. Mais la courte vue politicienne ne conduira à aucun changement réel tant que les institutions ne seront pas profondément transformées. Tant que les citoyens n'auront pas dessiné un nouveau périmètre de leur intervention et pouvoir politique. Tant que le règne de l'illusion individualiste n'aura pas été brisé. Tant que le collectif, la capacité à s'organiser pour reprendre la main sur le politique, ne sera pas construite. Objectif : donner un coup de balai virulent pour créer les conditions de mise en œuvre de politiques réellement fidèles à la devise : Liberté, égalité, fraternité et laïcité !
Alors, soyez au rendez-vous, d'où que vous veniez, quel que fut votre engagement politique, associatif, syndical. C'est ensemble que nous pourrons avancer. Loin des querelles d'égo ou de chapelle !

PROGRAMME

La Covid met en évidence l'emprise de la mondialisation néolibérale - Regardez la vidéo
Le néolibéralisme en perte de légitimité se radicalise mais ceux qui nous dominent seront les perdants de l'histoire.
Intervenant : Gilles Amiel de Ménard
Auteur d'un ouvrage à paraître prochainement *« La reconquête démocratique. Face à des pouvoirs illégitimes »*. Rédacteur du site « Le petit nationiste ».

L'illusion du localisme - Regardez la vidéo
Après la « mondialisation heureuse », le « localisme heureux » serait désormais la nouvelle formule magique, occultant le pouvoir supranational…
"Rapprocher le pouvoir du citoyen", instaurer la "démocratie participative", soutenir le "développement territorial" et l'économie "de proximité »... ces slogans localistes se retrouvent dans de nombreux discours politiques et sont encensés par les grands médias. L'action locale, les circuits courts, le régionalisme… permettraient donc de résoudre les problèmes économiques, sociaux, environnementaux et démocratiques, à la grande satisfaction de l'Union européenne qui prône un système des Länders.
Intervenant : Aurélien Bernier
Aurélien Bernier est essayiste et journaliste. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur la mondialisation, l'écologie, l'Union européenne, l'énergie, la décentralisation... Il collabore régulièrement au Monde diplomatique, au Journal de la CCAS (activités sociales de l'énergie) et au magazine Énergies syndicales (mensuel de la FNME-CGT).

La Grèce : laboratoire de l'euro néolibéralisme
Rien n'arrête l'Union européenne pour étendre la main du marché et accroître son offensive contre la souveraineté nationale. La Grèce a servi de laboratoire pour la mise en œuvre de sa politique néolibérale d'austérité et de destruction de la démocratie. Nous analyserons avec nos camarades de l'EPAM (Front unitaire populaire) la situation sociale et politique grecque et les tensions militaires entre la Turquie et la Grèce.
Intervenants : EPAM (nom à venir) et Joël Perichaud, secrétaire aux questions internationales du Pardem

Zéro chômage : Droit opposable à l'emploi - Regardez la vidéo
Les innombrables plans des gouvernements successifs ne donnent aucun résultat en termes de création d'emploi. Seule la privation d'emploi de masse perdure et s'amplifie. Pourquoi ?
Parce que le système néolibéral, dont le but est toujours d'accroître ses profits, fabrique un taux de chômage ou d'emplois précaires toujours croissants. Chômage, sous-emploi et "ubérisation" sont de formidables leviers pour discipliner le salariat, faire baisser les salaires, les revenus des indépendants et la protection sociale de tous en les mettant en compétition au niveau européen et mondial.
Le Pardem intègre dans son programme politique le Droit Opposable à l'Emploi (DOE), proposition argumentée et chiffrée permettant de mettre fin à la privation d'emploi. Le DOE, couplé avec d'autres propositions, répond de manière concrète aux besoins de la société et de chaque citoyen : un travail pour chacun.
Intervenant : Patrick Serres, membre du Bureau politique du Pardem

Loi 4D
Derrière les mots : **D**ifférenciation, **D**écentralisation, **D**éconcentration, **D**écomplexification, se cache une république à la carte, nouvelle étape de destruction de la Nation. Car, sous les fallacieux prétextes de donner des marges de manœuvre aux élus locaux et de simplifier l'action publique locale, cette loi prévoit, entre autres, le transfert de compétences "à la carte", le droit à des expérimentations qui seront pérennes. Cela se traduira d'une région à l'autre, d'une commune à une autre, par des droits et des services différents. Ainsi, l'égalité des citoyens sera-t-elle rayée de la carte au niveau national.
Intervenantes : Marie-Paule Battas, (travailleuse sociale) et Michèle Dessenne, présidente du Pardem

Laïcité, souveraineté, république sociale
La laïcité est un bien commun qui appartient à notre peuple et à notre histoire, mais elle est remise en cause par les intégrismes religieux qui s'installent, profitant de la lâcheté et de la complaisance des politiques, tant aux niveaux national que local. Pour substituer la lutte des castes à la lutte des classes, le néolibéralisme favorise le communautarisme. Pour y parvenir, les gouvernements successifs démolissent la Sécurité sociale, et les services publics sans lesquels la laïcité n'existe pas.
Nous connaissons notre adversaire : le néolibéralisme et son multiculturalisme. Nous connaissons notre ambition, l'émancipation individuelle et collective laïque, nous connaissons donc notre but : la république sociale laïque.
Le combat pour la laïcité est un combat universaliste, social et politique vital.
Intervenants : Patrice Hemet (MS21), Michel Lamboley (Réseau social laïque), Christophe Lépicier (Insoumis Démocrates), Michèle Dessenne (Pardem)

Exiger un référendum sur l'UE
En 2005, après une campagne populaire d'explications et de débats, 55% des Français ont rejeté le TCE, par référendum,
En 2016, les Britanniques ont décidé par référendum de quitter l'Union européenne.
En 2021, la pétition « Exigeons un référendum sur l'UE », est soutenue par un large éventail de personnalités. Elle est un outil pour expliquer la réalité de l'Union européenne et les enjeux du "Frexit" en termes de souveraineté et de démocratie.
Intervenants : Charles-Henri Gallois (Génération Frexit), Jacques Nikonoff (Dynamique populaire constituante) et Joël Perichaud (Pardem)

Nouvelle constitution : pourquoi, comment, laquelle ? Regardez la vidéo
La constitution de la V^{e} République a évolué vers une "démocrature". Nombreux sont les citoyens qui sont convaincus qu'il est indispensable de changer de système, avec pour objectif de redonner le pouvoir de décision au peuple exerçant pleinement sa souveraineté. Comment s'y prendre ?
Intervenants : Gilles Amiel de Ménard, Jean-Michel Toulouse (Pardem), Jacques Nikonoff (Dynamique populaire constituante), Jean-Louis Brunatti (Mouvement constituant populaire)

Les propositions institutionnelles du Pardem
Le système politique français est verrouillé par la V^{e} République, et le système supranational de l'Union européenne. Le Pardem présentera un projet de nouvelle organisation des institutions de la République favorable au peuple, à la nation et à la démocratie.
Intervenant : Jean-Michel Toulouse membre du bureau politique du Pardem.

Les expériences néolibérales (cachées) en cours
Depuis l'après-guerre, le néolibéralisme s'est progressivement imposé comme modèle économique et comme modèle de société. Insidieusement il prend la main dans d'autres domaines, sans même que les citoyens n'en soient informés.
Exemples actuels avec l'Aide sociale à l'enfance, la CAF, la Collectivité européenne d'Alsace.
Intervenantes : Marie-Paule Battas, Michèle Dessenne

La Santé dans le piège néolibéral - Regardez la vidéo
La « crise du covid » a démontré la nocivité des politiques menées depuis plusieurs décennies par les gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédé au pouvoir. Diminution du nombre de lits, réduction des effectifs, fermetures des hôpitaux de proximité et désertification médicale, gestion des hôpitaux comme des entreprises rentables ont dégradé le système français de santé publique. Les patients sont mis en danger. Nous sommes donc bien loin de la définition de l'OMS : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».
Le Pardem présentera son programme pour un système de santé en lien avec une véritable Sécurité sociale.
Intervenants : Jean-Michel Toulouse, Michèle Dessenne

Alors, que faire ? Présidentielle, législatives ?
(en attente du nom des intervenants).

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire